



CHAÎNE ALIMENTAIRE, NUTRITION ET BIEN-ÊTRE.

La chaîne alimentaire européenne est confrontée à un défi majeur : trouver une **relation harmonieuse et positive entre alimentation et santé**.

Le modèle agroalimentaire de l'UE évolue et s'améliore constamment. Sa relation avec les problématiques de santé devient de plus en plus importante.

La relation entre science et innovation d'une part, et agriculture et alimentation de l'autre, est perçue principalement en termes négatifs, ou tout au moins de manière unidirectionnelle - questions de **nutrition** -, mettant de côté d'autres éléments aussi importants que la **culture et les traditions, la sociologie, etc. l'emploi et l'économie, les principes du marché intérieur, l'environnement, la génétique ou encore les modes de vie**.

La plupart des discussions autour de cette question sont assez polarisées et fondées davantage sur des opinions que sur des données scientifiques, ce qui n'aide en rien à progresser vers l'objectif commun de **mieux intégrer l'alimentation et la santé au profit des consommateurs et de la société dans son ensemble**.

Afin de prévenir les effets négatifs des MNT (maladies non transmissibles), les pouvoirs publics s'efforcent de promouvoir des politiques différentes aux effets incertains, voire douteux. Au plan européen, nous assistons à **une sorte de «collage» de mesures, combinant des initiatives européennes et nationales** : taxes nationales, interdiction de vente, limitation de la publicité, systèmes de feux de signalisation (UK) ainsi que le modèle français de Nutriscore.

Les principes du marché intérieur - base de l'intégration européenne - sont mis de côté avec un impact direct sur les entreprises, la libre circulation, la concurrence et le bien-être des consommateurs.

Sur le **rôle de la science** : il convient de reconnaître les améliorations apportées en matière de sécurité des aliments en Europe au cours des 15 dernières années. L'EFSA et la Commission ont défini un ensemble de critères qui ont permis de créer un consensus solide autour des meilleures données scientifiques permettant d'informer la sécurité des aliments - ainsi qu'un système complet d'évaluation et de gestion des risques.

En matière de nutrition, l'accent est aujourd'hui mis davantage sur les produits («bons» ou «mauvais») que sur les régimes eux-mêmes. Toutefois, «nous mangeons des aliments, pas des nutriments».

Dés lors, la question est de savoir comment l'Europe pourrait améliorer son processus décisionnel afin de prendre des mesures politiques fondées sur des données scientifiques probantes. Comment pouvons-nous éviter que la science soit remplacée par l'opinion lorsqu'il s'agit, notamment, de prendre des décisions politiques et juridiques?

L'Union Européenne a besoin de plus de confiance dans ses institutions. L'EFSA doit continuer à être considérée comme la référence en matière d'excellence scientifique et alimentaire et, parallèlement, elle doit être en mesure de mieux coordonner les agences nationales dans le cadre de ses efforts visant à aligner les critères et à informer.

Dans le même temps, il serait utile d'élargir le rôle de l'EFSA et de lui adjoindre la tâche d'informer le public sur l'état d'avancement de la science alors qu'un des défis consiste à lutter sans relâche contre les «opinions» véhiculées sans fondement.

Aujourd'hui, il est urgent d'ouvrir un débat avec toutes les parties prenantes et d'obtenir un large accord sur des objectifs communs : un style de vie sain et meilleur en Europe et une contribution ferme de la chaîne alimentaire.